

Salaire minimum et pauvreté des seniors grâce à la concurrence déloyale alimentée par des fonds publics

Cher·e·s collègues,

Sans arrêt en ce moment, je m'en prends plein la figure, parce que je suis pour l'augmentation du salaire minimum. De nombreuses entreprises ne seraient plus rentables – dit-on – si elles devaient payer des salaires plus élevés... On préfère donc favoriser le profit global d'une entreprise, plutôt que de verser aux travailleurs le salaire dont ils ont besoin pour leur subsistance et qu'ils ont totalement mérité pour avoir contribué aux gains de ladite entreprise ? Ce n'est tout simplement plus possible. Surtout pas si l'État se sert de nos impôts à tous pour mettre ces employés sous son aile, et donc indirectement leur entreprise. Pendant l'emploi salarié et plus encore par la suite, on utilise, pour combattre la pauvreté des seniors, première conséquence d'un revenu trop faible, des fonds publics qui seraient beaucoup mieux utilisés ailleurs. On verse ainsi aux entreprises des subventions et autres aides pour leurs travailleurs pauvres obligés de cumuler des contrats, ce qui augmente leur rentabilité, et qui a pour résultat de doper les revenus trop faibles des travailleurs avec des fonds publics.

Comment peut-on laisser coexister dans une même branche des entreprises qui prospèrent avec cette stratégie salariale minimale déclinée à l'envi et d'autres qui parviennent au contraire à verser des salaires corrects, garantis par les conventions, et négociés avec les syndicats et le comité d'entreprise ?

C'est comme ça que certaines entreprises se retrouvent à financer directement ou indirectement, avec leurs impôts, des subventions pour d'autres entreprises qui ne se soucient aucunement des standards actuels, et qui s'en servent même pour casser leurs prix sur le marché. Il n'y a aucun mérite à vendre pas cher si je ne paye pas décentement mes salariés, si je me fiche des conventions collectives et si je prends les salaires minimaux comme base de référence. En termes d'économie de marché, c'est une hérésie, un abus du système social et une distorsion de la concurrence. La concurrence devrait s'établir en fonction de la meilleure performance, pas sur la base d'une exploitation ingénieuse des prestations sociales, et encore moins par le mépris des normes de sécurité au travail, de protection de l'environnement et de rémunération.

Conclusion : Les gens doivent pouvoir vivre de leur travail, et ceci devrait être assuré par un emploi unique. Les entreprises qui ne veulent ou ne peuvent pas assumer leur responsabilité sociale ou sociétale avec une rémunération équitable et suffisante devraient se trouver un autre modèle de gestion ou augmenter leurs prix – mais elles ne devraient en aucun cas être mises durablement en situation de siphonner des entreprises encore saines avec des prix bradés, en demandant directement pour leur compte et pour leurs personnels tout un tas d'aides et de subventions ou en envoyant leurs équipes à l'Agence fédérale pour l'emploi demander du travail afin qu'ils cumulent des revenus précaires.

Bien à vous,



Ernst Prost
Gérant